

**SUIVI GREEN**  
**BILAN ET ORIENTATION DE L'OPERATION**  
**PILOTE DE LA BAIE D'ITSANDRA, GRANDE COMORE**  
**CONTRIBUTION AU CADRAGE DE L'OPERATION PILOTE**  
**DE MITSAMIOULI**

*Mamy RAZAFINDRABE*

JANVIER 1998



## SOMMAIRE

<b>BILAN ET ORIENTATION DE L'OPERATION PILOTE DE LA BAIE D'ITSANDRA.....</b>	<b>1</b>
1. Programme de la mission.....	2
2. Evaluation de l'avancement de l'OP de la Baie d'Itsandra aux Comores.....	3
2.1 La création du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra.....	3
2.2 Les actions déchets ménagers.....	4
2.3 La collecte, l'analyse et la mise en forme des informations.....	5
2.4 La formation des responsables d'association.....	5
2.5 Communication-sensibilisation sur la gestion de la zone côtière.....	6
2.6 Représentativité et opérationnalité du Comité de Concertation et d'Action.....	7
3. Développement de l'Opération Pilote.....	7
3.1 La valeur ajoutée régionale de l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra.....	8
3.2 Les impacts actuels de l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra.....	9
4. Orientation de l'Opération Pilote d'Itsandra.....	10
4.1 De la restructuration sociale vers une structuration des pôles d'activité économiques...	10
4.2 Vers la mise en place d'un plan d'action de Formation des acteurs du projet dans le domaine de la dynamique associative.....	10
4.3 Formation dans le domaine de la collecte et l'exploitation des données.....	11
4.4 Appui à la formation sectorielle des acteurs locaux.....	12
5. La valeur ajoutée régionale de l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra.....	12
6. La suite à donner au contrat actuel du chef de projet.....	13
<b>CONTRIBUTION AU CADRAGE DE L'OPERATION PILOTE DE MITSAMIOULI.....</b>	<b>14</b>
1. Les acteurs locaux potentiels.....	14
1.1 Les associations.....	14
1.2 L'Etat.....	15
1.3 Le Secteur Privé.....	15
2. Les conditions de viabilité de l'Opération Pilote.....	15
2.1 La structuration des actions autour de l'objectif commun.....	16
2.2 L'information/sensibilisation du public.....	16
2.3 Vers la constitution d'une structure de concertation.....	16
2.4 La problématique du chef de projet.....	16
<b>LES PERSPECTIVES DES OPERATIONS PILOTES AUX COMORES.....</b>	<b>18</b>
Procès-verbal : réunion du 27-11-97 à Mitsamiouli.....	19
Participants.....	20

---

Projet Environnement COI/UE : enquêtes sur le nombres de foyers ..... 21

## **SUIVI GREEN**

### **BILAN ET ORIENTATION DE L'OPERATION PILOTE DE LA BAIE D'ITSANDRA, GRANDE COMORE**

#### **RESUME**

Une mission d'évaluation du GREEN-OI s'est déroulée aux Comores du 21 Novembre au 02 Décembre 1997. Il s'agissait d'effectuer un bilan de l'opération pilote de la baie d'Itsandra et de proposer des orientations pour la suite. Mais à la demande de la Coordination Nationale du PRE-COI aux Comores, il fallait également contribuer au cadrage du lancement de l'opération pilote de Mitsamiouli, deuxième agglomération urbaine située dans le Nord de la Grande Comore. Cette mission a également permis à l'expert du Green d'effectuer une visite et une réunion de travail avec les membres du comité intervillageois dans le sud, comité responsable de la mise en place du futur parc Coelacanthé.

L'opération pilote de la baie d'Itsandra connaît actuellement un développement certain ; elle a contribué à la mise en oeuvre d'une dynamique au niveau de la baie d'Itsandra.

Le thème fédérateur de l'enlèvement des ordures ménager a fait que les trois villages d'Itsandra, de Bandamadji et d'Hantsambou se sont intégrées dans une dynamique commune, aboutissant à la mise en place d'un processus de structuration d'action concertée.. La mise en place, ainsi que la légitimation effective du Comité de Concertation et d'Action en sont une illustration du développement de cette dynamique de structuration.

Il faut mentionner que le démarrage de l'Opération Pilote d'Itsandra a été d'emblée la mise en marche d'un important processus de concertations et de négociations, aussi bien à l'intérieur des communautés, qu'entre les communautés. Il faut alors reconnaître que le Chef de projet a vraiment su assumer son rôle de médiateur; la mission de cadrage du Green en Mai 1997 avait parlé de la prédominance d'une logique de minaret; actuellement une logique de concertation s'est mise en place et est entrain de redynamiser positivement la zone de la Baie d'Itsandra.

En d'autres termes, on peut aujourd'hui affirmer que cette redynamisation résulte d'un processus d'élargissement/reconstitution d'un tissu social qui était irréversiblement en voie d'effritement; le développement de la logique de concertation a effectivement contribué au règlement de nombreux conflits à l'intérieur et entre les communautés de la Baie d'Itsandra.

Sur le plan pratique, cette dynamique se traduit par une nette amélioration de la propreté de la zone littorale (gestion des déchets) et par une recherche constante de développement des activités servant les intérêts communs : création d'un espace pour le marché artisanal à Bandamadji, idée de gestion commune d'une chambre froide qui va être installée dans le village d'Itsandra.

A la suite d'un certain nombre de critiques faites à l'endroit de l'opération pilote de Mitsamiouli, notamment quant à son manque de définition et sa faible résonance régionale, la CN/COM a entrepris une action de recentration de l'opération pilote de Mitsamiouli, en organisant des séances de travail hebdomadaires avec les acteurs locaux de cette zone, en particulier avec les associations de jeunes. Les orientations retenues vont désormais dans le sens de la « lutte contre l'érosion côtière et la valorisation touristique du littoral ».

Entre temps, une étude portant sur l'état environnemental du littoral de Mitsamiouli avait été effectuée par Amina Soilih Zilé, consultante auprès de la CN-COM. Une étude sur le système foncier effectuée par des consultants locaux est également en voie de réalisation.

Sur le terrain la mission Green a pu constater une amélioration notoire de l'assainissement du littoral. Les activités d'extraction de sable sur la plage de Mitsamiouli se sont réellement atténuées. Cette situation est due en grande partie aux activités de conscientisation et de suivi effectuées par les associations des jeunes.

## 1. PROGRAMME DE LA MISSION

### Vendredi 21/11/97

Arrivée à 15 h 30 mn

### Samedi 22/11/97

Entretien avec Aboubacar Boina, Chef de projet et Bicarima, Sociologue CN-COM

### Dimanche 23/11/97

Visite d'une plage gérée par une association de jeunes dans l'Est

### Lundi 24/11/97

Matin

Réunion de travail avec Aboubacar, Bicarima, Nourdine Afraitane, Fouad Abdou Rabi et Said Ahamada, de l'équipe technique de la CN  
Réunion avec M.Achim du service des pêches

Après-midi

Entretien avec Mme Masséandre Allaoui, Green régionale et future  
Directeur Général de l'Université de l'Océan Indien

### Mardi 25/11/97

Matin

Réunion de travail avec Faouzia et Bicarima

Après-midi

Réunion avec le Comité de Concertation et d'Action de la baie  
d'Itsandra à Bandamadji

### Mercredi 26/11/97

Matin

Réunion avec la CN. La CT et l'équipe technique  
Réunion avec quelques représentants du Comité de concertation de Mitsamiouli

Après-midi

Travail de synthèse personnel

### Jeudi 27/11/97

Matin

Entretien avec Sitti Attoumane( Directrice Générale du Tourisme)  
Entretien avec le Directeur Général du Centre National Artisanal

Après-midi

Réunion avec le Comité de concertation à Mitsamiouli

### Vendredi 28/11/97

Matin

Réunion de travail à la CN avec Faouzia, Bicarima et Aboubacar

Après-midi

Fête religieuse comorienne

Samedi 29/11/97

Matin

Travail de documentation à la CN

Dimanche 30/11/97

Visite du site du futur Parc Coelacanthé et réunion avec le CT,  
Saïd Ahamada et le Comité Intervillageois

Lundi 1 Décembre 1997

Matin

Réunion de synthèse à la CN

Rencontre avec le futur chef du projet pilote de Mitsamiouli

Après-midi

Départ pour Antananarivo

## **2. EVALUATION DE L'AVANCEMENT DE L'OP DE LA BAIE D'ITSANDRA AUX COMORES**

La présente mission fait suite à une des recommandations de la mission Green-OI de cadrage des opérations pilotes du PRE-COI de Mai 1997 aux Comores. A la suite de cette mission, le chef de projet avait été désigné en la personne d'Aboubakari Boina. Ce dernier a commencé son travail, selon des termes de références qui ont été définis par la mission Green, dès le mois de Juin 1997.

### **2.1 La création du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra**

Le rapport de la mission de cadrage Green de Mai 1997 avait parlé de la création du Groupe d'Action Environnementale de la Baie d'Itsandra. La première tâche assignée au chef de projet était la mise en place de l'opération pilote à la suite des échanges et des concertations menées avec les différents acteurs potentiels de la baie d'Itsandra. Il fallait mettre en place une institution de concertation et d'action environnementale au niveau de l'ensemble de la baie d'Itsandra. Le chef de projet devait oeuvrer dans le sens de l'animation de cette institution à travers un appui et un suivi de la réalisation d'actions environnementales.

A la suite des premières discussions et négociations menées par le chef de projet, il a été décidé que l'institution porterait le nom de **Comité de Concertation et d'action de la Baie d'Itsandra**. Ce comité est composé de 11 membres répartis comme suit:

1 chef de projet,

1 représentant du PRE-COI,

9 représentants des trois villages à raison de 3 personnes par village dont :

1 membre du comité de pilotage,

1 membre de la notabilité, et

1 membre du mouvement Ulanga.

Ce comité se réunit une fois par semaine ( tous les mardis après-midi ). Un noyau de 4 personnes (le Chef de Projet et un représentant de chaque village) tient des réunions plus fréquentes pour le suivi et la réalisation des tâches. Selon le Chef de Projet, l'équilibre de trois personnes par village résulte d'après négociations à la suite de la proposition initiale qui avait préconisé une plus grande représentativité pour Itsandra à cause de l'importance de sa population et à cause de son

intérêt "stratégique" dans le projet. Il est important de noter que les réunions hebdomadaires du comité ont été effectives depuis sa création au mois de Mars 1997. Par ailleurs les réunions hebdomadaires du comité sont largement ouvertes aux membres des communautés de la zone d'action de l'opération pilote. Ces membres viennent des différents groupes cibles: femmes, jeunes, notables.

Les femmes jouent un rôle très important dans la mesure où elles sont les premières concernées par les déchets ménagers. Leur participation (au moins une demi douzaine) aux réunions élargies et hebdomadaires du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra, en témoigne. Quant aux jeunes, ils sont généralement en pointe dans la dynamisation locale des mouvements associatifs, en particulier des Ulanga. A relever également l'implication des notables dans les réunions.

Un fait décisif va marquer la vie et la dynamique du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra. En effet, lors de sa réunion du 11 Novembre 1997 à Itsandra, il a été décidé d'ériger le Comité en une association officielle. Ce fait constitue un véritable tournant dans la dynamique de l'opération pilote; l'association est la résultante d'actions fédératrices entreprises par l'ancien comité. C'est l'indice du développement d'une conscience patrimoniale au niveau de l'ensemble des trois villages après cinq mois d'activité. Le Bureau de l'association a été constitué et prouve qu'un véritable système de leadership est en train de se mettre en place. Ainsi, l'opération pilote est en voie de consolider sa légitimité.

## **2.2 Les actions sur les déchets ménagers**

Les effets de la mise en place de l'opération pilote de la Baie d'Itsandra commencent à se faire sentir. La mobilisation des habitants des trois villages en général, et des associations diverses en particulier, est en passe de devenir une réalité. Les dépôts d'ordures commencent à être mieux organisés et les espaces de dépôts sauvages se réduisent sensiblement. Si au départ, le thème de l'enlèvement des ordures ménagères avait été considéré comme une porte d'entrée, il est devenu aujourd'hui un élément porteur de dynamique. Ce sujet a été au centre de beaucoup de discussions formelles et même informelles et a été l'objet d'échanges entre les associations et entre les habitants des trois villages.. L'avance du village de Bandamadji dans le domaine de la gestion communautaire des ordures a beaucoup aidé les recherches de solutions communes.

Au niveau du Comité, il a donc été décidé qu'une partie du budget du projet en cours devait servir à l'achat d'un équipement léger à utiliser dans les actions de ramassage et d'évacuation des ordures ménagères. Les représentants des villages ont également souligné la nécessité de signer un contrat avec une société ou un privé pour assurer le ramassage et l'évacuation des ordures. Les membres du Comité pensent qu'à court terme, la prise en charge des frais d'enlèvement et d'évacuation des ordures pourrait être assumée par les communautés et par les associations elles-mêmes dans la mesure où cela se fait déjà au niveau de certaines communautés et associations. Il y a donc réellement une perspective d'internalisation des coûts d'enlèvement et de ramassage des ordures ménagères.

Dans un premier temps, des solutions à court terme avaient été retenues : la rationalisation du nombre des dépôts d'ordures dans chaque village, avec l'élimination des dépôts sauvages situés en bord de mer. Avant l'opération, le nombre de dépôts sauvages avait été recensé :

- 11 à Itsandra,
- 4 à Bandamadji,
- 4 à Hantsambou.

Il fallait alors réduire le nombre de dépôts d'ordures à Itsandra à 7, en plaçant des poubelles. Des poubelles sont également à placer près des habitations à Bamdamadji et à Hantsambou afin d'éliminer les sites sauvages.

L'effet de ces actions est actuellement bien ressenti au niveau des trois villages. Un camion de ramassage vient collecter régulièrement les ordures sur les points convenus avec les populations. Mais ce processus risque d'être quelque peu perturbé par des problèmes matériels : la livraison des poubelles est actuellement retardée du fait de leur indisponibilité sur le marché.

### **2.3 La collecte, l'analyse et la mise en forme des informations**

Faut-il rappeler que lors de la mission de cadrage de l'opération pilote dans la baie d'Itsandra, il a été recommandé d'initier localement et concrètement un Système d'Information (SI) . Ce dernier, il ne faut pas l'oublier, revêt une importance particulière dans l'identification de la valeur ajoutée régionale des opérations pilotes dans le cadre du PRE-COI.

La phase de démarrage de l'opération pilote de la Baie d'Itsandra a rendu les responsables sensibles sur la nécessité de disposer d'un certain nombre d'informations pour bien asseoir la dynamique de l'opération. Au niveau de l'opération d'Itsandra, un certain nombre d'activités ont été engagées dans ce sens:

Des enquêtes ont été réalisées par les membres de l'équipe technique du PRE-COI à Itsandra, Bandamadji et Hantsambou. Les objectifs principaux de l'enquête étaient de mieux comprendre tout le circuit des ordures ménagères et de savoir si les communautés étaient disposées à participer à une action de gestion des déchets. Les résultats de ces enquêtes se trouvent consignés dans le procès verbal de la réunion du 08 Juillet 1997 à Hantsambou. Par ailleurs, le Comité avait décidé de consacrer le mois d'Août à des enquêtes et des études de terrain. La première étude avait concerné le nombre de foyers dans les villages d'Itsandra, de Bandamadji et d'Hantsambou. Avec cette étude, il a été possible d'établir une liste exacte des noms des chefs de ménage. Cette étude a également permis d'avoir une estimation des capacités de contribution de la population à la prise en charge des coûts du projet à terme. Une autre étude avait été effectuée et avait porté sur les formes de participation communautaire. Cette étude, qui a duré un mois, permettra de mieux saisir les différentes logiques organisationnelles à favoriser en vue de la pérennisation du projet. En outre, des prises de vue vidéo et photo ont été réalisées en vue d'avoir des images sur les sites d'ordures à partir d'Itsandra. Il s'agit pour les responsables de l'opération pilote d'avoir des données d'archive en image afin de pouvoir mesurer plus tard les chemins parcourus.

Ainsi, le projet dispose d'un certain nombre d'informations stockées. Il reste néanmoins à procéder à une organisation de ces informations pour mieux systématiser leur exploitation et leur utilisation. Le rapport GREEN récemment remis sur l'harmonisation des bases de données et des sorties cartographiques dans la région COI (H. Godard, janvier 98), comprend un cahier technique particulièrement consacré à l'élaboration d'un système d'information pour Grande Comore et la baie d'Itsandra.

D'autres informations doivent encore être collectées, en particulier au niveau des différentes activités économiques et sectorielles des populations des trois villages, en particulier autour des activités de pêche, de l'artisanat et du tourisme. Ces informations devront aussi être étoffées pour une meilleure connaissance des systèmes de production dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que des problèmes fonciers.

### **2.4 La formation des responsables d'association**

La transformation du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra en une association officielle, ainsi que le développement actuel de la dynamique du projet a rendu incontournable la mise en oeuvre d'un programme de formation des responsables du projet. Une session de formation (stage) a donc été organisée du 12 au 14 Novembre 1997 au Centre National d'Artisanat Comorien de Bandamadji. La formation avait été animée par le Chef de Projet et par la

sociologue et l'écologue de l'équipe technique du PRE-COI. Trois thèmes avaient polarisé l'attention des participants:

- La gestion des associations,
- La gestion intégrée du projet pilote de la baie d'Itsandra,
- La gestion du cycle de projet.

Les participants à la session de formation étaient au nombre de 37 à raison de :

- 12 pour Itsandra,
- 9 pour Bandamadji,
- 9 pour Hantsambou,
- 7 pour Mitsamiouli.

Cette tentative d'organiser une session de formation pour les responsables de l'opération pilote est plus que louable. Elle témoigne de la réelle vivacité du projet. Elle est également une illustration du fait qu'actuellement l'opération commence à être dotée d'une certaine capacité en matière d'organisation. Il faut reconnaître cependant que les deux jours ont été trop courts par rapport aux ambitions initiales ; il aurait mieux fallu par exemple organiser une démarche participative en vue d'évaluer les points forts et les points faibles actuels du projet, et à partir de cela d'essayer d'élaborer un plan d'action de formation des responsables en matière de gestion intégrée de la zone côtière.

## **2.5 Communication-sensibilisation sur la gestion de la zone côtière**

Dès la fin du mois de Juin, les grandes lignes de la politique de communication-sensibilisation avaient été esquissées par les membres du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra. Les premières interventions effectuées par la mission Green de Mai 1997, ainsi que les concertations qui suivirent à différents niveaux étaient de fait des actions de sensibilisation. Les réunions hebdomadaires du Comité, dans la mesure où elles sont souvent ouvertes et élargies ont aussi un caractère de sensibilisation. La dynamique du projet a toujours eu une connotation de communication et de sensibilisation. La dynamique avait favorisé le développement d'un processus d'échanges d'informations intra et inter-villageoises sur toute la baie.

Les actions de communication et de sensibilisation ont formellement été engagées à partir du mois de Juillet 1997. Les calendriers avaient été établis en collaboration avec la Coordination du Programme Environnemental. Trois grandes réunions publiques avait été organisées les 15, 17 et 19 Juillet 1997, respectivement à Hantsambou, Bandamadji et Itsandra. Il s'agissait d'organiser des échanges avec la population sur les objectifs de l'opération pilote et procéder à une validation de la mise sur pied du Comité et de son rôle. Il a fallu surtout expliquer le rôle central des communautés et des associations dans la pérennisation du projet et l'importance de la mise en synergie de tous les secteurs et de tous les acteurs potentiels de la zone.

Au début des actions de sensibilisation, il avait été impossible de réunir les femmes en même temps que les hommes à cause de la tradition comorienne. Il fallait impérativement décaler les réunions.. Mais ce sont elles qui s'avèrent les plus aptes à donner des informations précises concernant les problèmes et les contraintes liées au ramassage des ordures. Elles ont également leurs propositions et se montrent très disposées à agir et à prendre des responsabilités. Elles pensent par exemple qu'il faut :

- Donner la priorité au ramassage régulier des ordures,
- S'organiser en fonction de la notion de quartier,
- Choisir des dépôts provisoires,
- Définir une cotisation hebdomadaire ou mensuelle,

- Adopter des mesures disciplinaires contre toute personne ou tout ménage qui ne respecteraient pas la nouvelle politique de protection de l'environnement côtier et la gestion des ordures.

L'école est également un lieu de sensibilisation par excellence à l'endroit des enfants scolarisés. Un rôle primordial est ainsi attribué aux éducateurs. De même, les mosquées peuvent jouer un rôle dans la sensibilisation et dans la communication des messages environnementaux.

La célébration "des journées mondiales du nettoyage" a été une occasion pour mesurer le degré de sensibilisation de la population des trois villages ; un calendrier avait été établi pour le nettoyage de chacun des villages les 19, 20 et 21 Septembre 1997.. Il avait alors été prévu que chaque village devait participer au nettoyage des autres villages. Cette proposition traduit également le développement d'un sentiment de solidarité dans la dynamique de l'Opération Pilote.

## **2.6 Représentativité et opérationnalité du Comité de Concertation et d'Action**

La question de la représentativité du comité ne semble plus poser de problème majeur. Au début la formule proposée était d'avoir 4 représentants pour Itsandra, 3 pour Bandamadji et 3 pour Antsambo. Après de grandes discussions une représentativité égale pour les 3 villages avait été finalement retenue ; à noter que ce consensus avait été obtenu à la suite d'une démarche de discussion/négociation. A ces 9 représentants des villages s'ajoutent le chef de projet et le représentant de la Coordination du Programme Environnement.

Actuellement le comité semble être légitimé, d'autant plus que le travail est effectué avec transparence : les réunions sont souvent ouvertes et élargies. Comme il a été dit plus haut, ce comité a rendu possible l'émergence d'un système de leadership, lui même ancré sur les réalités villageoises. On peut donc dire que la dynamique communautaire qui s'est développée sur la baie d'Itsandra est un prolongement et un enrichissement de la dynamique villageoise. Cela explique la légitimité actuelle du comité dans son rôle fédérateur.

C'est cette légitimité qui explique son opérationnalité actuelle, dans la mesure où la notabilité n'est jamais tenue à l'écart des circuits d'information et des grandes décisions. La transformation du comité en association constitue une illustration de cette légitimité et de cette opérationnalité. C'est le reflet d'une évolution positive de la dynamique de l'opération pilote de la baie Itsandra et constitue un signe d'appropriation progressive du projet par des acteurs locaux. Les membres du comité sont ressentis comme des portes parole par les villageois.

## **3. DEVELOPPEMENT DE L'OPERATION PILOTE.**

L'opération pilote de la baie connaît actuellement un développement certain; elle a contribué à la mise en oeuvre d'une dynamique au niveau de la baie d'Itsandra.

Le thème fédérateur de l'enlèvement des ordures ménagères a fait que les trois villages d'Itsandra, de Bandamadji et d'Hantsambou se sont regroupés autour d'une dynamique commune, aboutissant à la structuration d'action concertée.. La mise en place, ainsi que la légitimation effective du Comité de Concertation et d'Action sont une illustration du développement de cette dynamique de structuration.

Il faut mentionner que le démarrage de l'Opération Pilote d'Itsandra a été d'emblée la mise en marche d'un important processus de concertations et de négociations, aussi bien à l'intérieur des communautés, qu'entre les communautés. Il convient à ce titre de faire remarquer que le Chef de projet a vraiment su assumer son rôle de médiateur. La mission de cadrage du Green en Mai 1997

avait parlé de la prédominance d'une logique de minaret ; actuellement une logique de concertation s'est mise en place et est en train de redynamiser positivement la zone de la Baie d'Itsandra.

En d'autres termes, on peut aujourd'hui affirmer que cette redynamisation résulte d'un processus d'élargissement/reconstitution d'un tissu social qui était irréversiblement en voie d'effritement. Le développement de la logique de concertation a effectivement contribué au règlement de nombreux conflits à l'intérieur et entre les communautés de la Baie d'Itsandra.

Sur le plan pratique, cette dynamique se traduit par une nette amélioration de la propreté de la zone littorale et par une recherche constante de développer des activités servant les intérêts communs : création d'un espace pour le marché artisanal à Bandamadji, idée de gestion commune d'une chambre froide qui va être installée dans le village d'Itsandra.

### **3.1 La valeur ajoutée régionale de l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra**

Dans le cadre de la définition régionale des opérations pilotes, l'opération pilote de la baie d'Itsandra revêt une importance particulière : en effet, la Gestion Intégrée de la Zone Côtière implique une implication effective des communautés locales dans le processus (identification des problèmes et des actions à entreprendre), et, à ce titre, le développement en cours à Itsandra a valeur d'exemple.

L'opération pilote d'Itsandra peut aussi contribuer à mieux connaître les logiques et la dynamique des communautés locales et les systèmes de gouvernance locale. L'importance et le poids des traditions sont indéniables dans un pays comme les Comores, et on souligne souvent leur caractère incontournable. Mais les avis divergent quand il s'agit de voir comment les intégrer effectivement dans un processus de transformation sociale, car le processus de développement inclut une dynamique de transformation sociale.

La société comorienne est très hiérarchisée. Une hiérarchisation existe dans les relations entre les hommes et les femmes, entre les aînés et les cadets. Le phénomène du Grand Mariage apporte encore plus de précisions concernant cette hiérarchisation. Une hiérarchie existe également entre les catégories sociales et les différents corps de métiers. Les observations sur le terrain montrent que certaines de ces hiérarchies connaissent des transformations. Quelques exemples précis rencontrés sur le terrain illustrent bien ces changements qui s'opèrent dans le quotidien des gens.

Dans cette tradition comorienne, l'activité de pêche traditionnelle relève de gens qui se situent au bas de la hiérarchie sociale. Pourtant, il arrive qu'un noble achète des embarcations et fasse travailler des pêcheurs pour son compte, alors que l'activité artisanale est traditionnellement assignée aux femmes de la noblesse. Actuellement, tout le monde est intéressé par l'artisanat dans la mesure où il est une activité potentiellement génératrice de revenus. Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, le métayer est tenu de remettre au propriétaire de son terrain une partie non négligeable de sa production. Actuellement, une telle pratique n'est plus suivie et les propriétaires sont souvent amenés à acheter des produits de leurs métayers sur le marché comme tout le monde.

Ces exemples montrent que la tradition n'est pas quelque chose de figé. La tradition est souvent mue par une dynamique ambivalente et peut évoluer en fonction des contraintes du présent. On a toujours pensé que le recours à la tradition aidait les membres des communautés locale à mieux affronter les défis du présent. Mais on oublie souvent que ces défis du présent peuvent aussi aider les membres des communautés locales à effectuer une nouvelle lecture de leurs traditions.

La mission d'évaluation du Green a assisté à une réunion hebdomadaire du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra. Contrairement aux habitudes, tous se sentaient libres de participer à cette réunion en prenant la parole : il y avait une majorité de jeunes, une dizaine de

femmes et quelques notables. Même si les représentants de la notabilité avaient toujours le dernier mot, les idées émises par les jeunes et par les femmes étaient souvent valorisées et retenues.

Ce processus se fonde en fait sur une pratique qui privilégie le développement d'une dynamique de concertation. Encore faut-il que tous les acteurs concernés s'approprient et se mettent d'accord sur des objectifs communs et de très long terme et sur des règles devant régir la valorisation des ressources d'une zone. Sur la zone d'Itsandra, l'aménagement de la baie, à commencer par la gestion commune des déchets ménagers avait été reconnu comme un objectif commun et fédérateur par les habitants des trois communautés. Les concertations qui ont été organisées autour du thème fédérateur (enlèvement des ordures ménagères) ont facilité la mise en oeuvre d'un élargissement/reconstitution d'un tissu social distendu. Elles ont permis le rapprochement de tous les acteurs potentiels : notables, jeunes, femmes, autour de l'aménagement/développement de la baie d'Itsandra. Si les jeunes parlaient au début de leur difficulté à communiquer avec les notables en faisant allusion au conflit de génération, ils pensent aujourd'hui que la présence des notables au sein du Comité de Concertation et d'Action est plus que souhaitable. Dans l'autre sens, les notables, qui se méfiaient beaucoup des jeunes en général et des jeunes intellectuels en particulier, pensent aujourd'hui qu'ils ont besoin des capacités physiques et intellectuels des jeunes dans la réalisation des objectifs communs, et cela par rapport au patrimoine d'Itsandra.

L'Opération Pilote d'Itsandra montre qu'il est possible et même souhaitable d'intégrer les communautés locales dans la gestion des zones côtières, à condition que l'on valorise les capacités qui existent sur le plan local. Valoriser les capacités locales signifie se garder d'imposer des schémas extérieurs. Valoriser les capacités locales c'est aussi les appuyer, afin de leur permettre de faire face aux défis du monde contemporain, condition même de leur développement. La pérennisation des actions dépend de cette valorisation des capacités locales. Les communautés locales sont donc des partenaires incontournables dans une politique de Gestion Intégrée des Zones Côtières.

### **3.2 Les impacts actuels de l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra**

La dynamique qui s'est développée au sein de l'opération pilote de la baie d'Itsandra est en train de marquer la vie et les activités de tous les acteurs de la zone. La population des trois villages a découvert les avantages d'une telle démarche communautaire. A certains égards, cette dynamique communautaire a parfois engendré des situations de concurrence positive entre les communautés. A titre d'exemple, la capacité de Bandamadji en matière d'organisation et de mobilisation de la population est devenue un modèle pour les autres.

Il faut également souligner que le fait que le Comité ait été transformé officiellement en association, est le signe qu'une solidarité est en train de prendre assise entre les trois communautés d'Itsandra, de Bandamadji et d'Hantsambou. Ce sentiment de solidarité se traduit par le fait que ces trois communautés manifestent actuellement l'envie de se faire connaître à travers cette opération pilote. L'idée de publier un journal local en Comorien est plus que significatif; le comité pense qu'il est actuellement nécessaire de consolider cette solidarité qui se développe entre les populations des trois communautés et qu'il est aussi important de faire connaître cette expérience au niveau de la vie comorienne en général, et des autres bailleurs susceptibles d'apporter des appuis en particulier.

Au niveau des impacts de cette expérience de la Baie d'Itsandra il faut enfin citer la création du Groupement des Pêcheurs. La création de ce groupement des pêcheurs se situe dans le prolongement de la dynamique de développement de l'opération pilote de la baie d'Itsandra.

Ce groupement est doté d'un statut officiel et est dénommé "**SAPVUSI**". Il regroupe les pêcheurs des villages suivants: Itsandra Mdjini, Hanatsambou, Hahaya et Pvanabwani. Avec ce groupement des pêcheurs, l'action de la dynamique de structuration communautaire s'étend vers le Nord. Il est important de relever qu'en plus de la problématique de promotion de la pêche artisanale,

on retrouve également la problématique environnementale. Le Groupement prône en effet la défense et le développement du patrimoine marin.

La constitution de ce groupement manifeste une véritable tendance à la structuration des pêcheurs et des activités de pêche. Ce groupement a l'intention de se faire connaître sur le plan national et sur le plan régional (îles du Sud Ouest de l'Océan Indien) et cela dans une logique de coopération régionale.

Deux projets d'Action Pilote sont envisagées par la Coordination Nationale Comorienne du PRE-COI : il s'agit d'une action concernant la protection et la valorisation du littoral de Mitsamiouli, et d'une action de mise en place d'un système de gestion villageoise du futur Parc Coelacanthé(Gombessa) dans le sud. Ces deux actions vont donner une autre dimension à la notion d'Action Pilote sur le plan national aux Comores, ainsi que sur le plan Régional.

#### **4. ORIENTATION DE L'OPERATION PILOTE D'ITSANDRA**

L'étude du développement actuel de l'opération pilote de la baie d'Itsandra doit aboutir à des recommandations concernant la consolidation de ses acquis et les actions à mener pour l'asseoir d'avantage.

##### **4.1 De la restructuration sociale vers une structuration des pôles d'activité économiques**

Comme il a été mentionné plus haut, le cadrage et le démarrage de l'opération pilote de la baie d'Itsandra ont contribué à élargir et à reconstituer le tissu sociale à l'intérieur et entre les communautés villageoises de la zone. Les actions de médiation menées par le Chef de projet et les membres du Comité de Concertation et d'Action ont généré un climat de solidarité entre les trois villages à travers l'identification d'objectifs et d'actions communs. Les actions de concertation constantes ont abouti à une dynamique de rapprochement entre les villageois de la baie d'Itsandra, et cela malgré la résurgence occasionnelle de certains vestiges des querelles du passé.

La création du groupement des pêcheurs est une indication significative d'une tendance de la dynamique actuelle des communautés de la baie d'Itsandra. Les artisans pêcheurs ont su apprécier les effets d'une logique communautaire et veulent l'étendre à leur activité sectorielle. Les pêcheurs voudraient en fait sécuriser leur activité à long terme en cherchant à la structurer. La tendance est d'aller vers une véritable structuration professionnelle.

Cette tendance significative de la part des pêcheurs n'est pas passée inaperçue des autres secteurs d'activité de la zone; les artisans sont aussi intéressés et commencent à se regrouper autour de l'organisation du marché artisanal avec les responsables du Centre National de l'Artisanat, sis à Bandamadji. Mais ce 'projet' des artisans risque de ne pas s'arrêter là; les artisans veulent aussi constituer leur association à eux.

Il faut donc que le projet s'oriente de plus en plus vers la stimulation et l'appui aux dynamiques sectorielles potentielles de la baie d'Itsandra en contribuant à leur structuration. Il faut aller dans ce sens pour éviter que la dynamique actuelle ne s'essouffle mais, au contraire, se développe. La structuration sociale doit nécessairement être relayée par une structuration des pôles d'activité économiques. Les différents opérateurs de la zone de la baie d'Itsandra devront donc être intégrés et impliqués dans la dynamique en cours, à savoir, le gérant du snack-bar, qui n'est autre que le propriétaire de l'Hôtel Maya Sun Beach, le gérant du café restaurant de Bandamadji, les responsables de l'Hôtel Itsandra, les propriétaires des différents magasins, le groupement des pêcheurs, la future association des artisans, les responsables du CNARC. Il faut donc engager des négociations pour que ces groupes puissent participer aux réunions du comité. A terme, le Comité de Concertation et

d'Action pourrait évoluer vers un véritable Comité de Développement de la Baie d'Itsandra. Cette dynamique va dans le sens de l'ébauche d'un développement durable

#### **4.2 Vers la mise en place d'un plan d'action de Formation des acteurs du projet dans le domaine de la dynamique associative**

Les responsables du projet ont très vite ressenti la nécessité d'engager un processus de formation. C'est dans ce sens qu'une session de formation avait été organisée au CNAC du 12 au 14 Novembre 1997. On peut considérer cette initiative comme un premier pas important. Mais vu l'importance du programme qui avait été prévu, on ne peut pas aller vraiment dans la profondeur des choses. Cette session aura au moins eu le mérite d'avoir sensibilisé les participants en répondant partiellement à leurs attentes.

Actuellement, un système de leadership est en train de se mettre en place au niveau des communautés, des associations diverses et du Comité de Concertation et d'Action, et même au niveau des secteurs d'activité.( Groupement des Pêcheurs ). Par rapport à la dynamique actuelle de l'Opération Pilote, il est aujourd'hui indiqué de procéder à une identification des besoins de formation et de mettre en place un programme d'action de formation, lequel peut tout à fait avoir une dimension régionale. L'opération pilote d'Itsandra a révélé que l'intégration de communautés et des populations locales dans la Gestion des Zones Côtières était en elle-même une problématique incontournable, et que cette problématique impliquait nécessairement une dynamique de structuration. Il faut ainsi une bonne connaissance dans les domaines des dynamiques des communautés, des capacités et des modes de gouvernance locale, des dynamiques des mouvements associatifs, des techniques de négociation à travers une démarche patrimoniale.

Un appui consistant en matière de formation est donc nécessaire à l'endroit des responsables de l'opération pilote (membres du Comité et équipe technique de la CN/COM), pour les responsables d'association et de communautés. Le contenu de cette formation devra permettre d'accéder à une connaissance plus approfondie de la dynamique du projet, depuis sa mise en oeuvre jusqu'à aujourd'hui, selon une meilleure appréhension du mouvement associatif en général (Analyse des objectifs, et de l'approche et de la démarche suivies).

A ce titre, il est opportun de mettre à disposition un expert régional GREEN pour :

- Effectuer une étude en matière de besoins en formation pour les acteurs de l'action pilote de la baie d'Itsandra
- Elaborer en collaboration avec les responsables de l'opération, un programme de formation.

L'expert recommandé pour cette étude serait RAMANANTENASOA Belle Jocelyne, expert Green Régionale, pédagogue et Sociologue de formation, actuellement responsable de l'Unité de Formation et de Recherche au sein du CERG.2R (Centre d'Etudes et de Recherches sur la Gestion des Ressources Renouvelables) à l'ESSAgro de l'Université d'Antananarivo. Cette expert régional travaille pour le projet PAIQ ( Projet d'Appui Aux Initiatives de Quartier) de la Coopération Française. Elle y travaille surtout dans le domaine de l'évaluation des capacités des Associations et des ONG et dans le renforcement de leurs capacités á travers un processus de formation des responsables. Elle est titulaire d'un DESS en sciences sociales (formation de formateurs de responsables d'actions sociales en milieu rural et urbain).

La mise en place du programme d'action de formation pour les responsables d'association et de communautés peut tout à fait avoir une dimension régionale, surtout à la suite de l'atelier de SEACAM en Mars prochain. Cette formation, une fois programmée, sera réalisée aux Comores, l'opération Pilote des Comores pouvant servir d'étude de cas concrète.

### **4.3 Formation dans le domaine de la collecte et l'exploitation des données**

La mise en oeuvre des opérations pilotes au niveau du PRE-COI devait permettre d'initier un Système d'Information. Un certain nombre d'informations sont actuellement disponibles. Elles comprennent des données sur la population à travers un inventaire exhaustif des ménages, des données sur les formes de cohésion sociale et la participation collective, des données sur la mobilisation sociale autour de la problématique environnementale. Il semble que des informations concernant l'évolution de la qualité environnementale fassent encore défaut : assainissement des zones littorales, situation des ordures ménagères, extraction de matériaux d'origine marine. La création du groupement des pêcheurs peut faciliter la collecte de données intéressantes concernant l'activité de pêche artisanale.

Il conviendra de penser à une mission de formation Green dans ce domaine : cette mission appuiera la CN-COM et les responsables de l'opération pilote par une formation à la collecte et à l'exploitation d'informations et à la constitution d'indicateurs de qualité environnementale à la suite de la réflexion qui avait été initiée lors de la phase de démarrage.

### **4.4 Appui à la formation sectorielle des acteurs locaux**

Il convient de rappeler ici la nécessité pour le projet de s'orienter vers la valorisation des secteurs d'activité économique de la population. Le groupement des pêcheurs de la baie d'Itsandra a déjà fait part au Comité de ses attentes en matière de formation. Si les artisans se constituent aussi en association, ils ne manqueront pas d'en faire autant. Sur ce plan, une collaboration avec les responsables du CNARC s'impose de fait.

Quant aux femmes, surtout celles qui pratiquent des activités qui mettent en danger les ressources du littoral, il faudrait se concerter avec elles afin de les former dans des petits métiers de substitution.

Sont également à engager des concertations avec les différents opérateurs touristiques locaux (hôtels, café restaurant, snack, CNARC) afin de former les jeunes des trois villages à l'organisation de circuits touristiques, qui valoriserait les ressources de la zone.

## **5. LA VALEUR AJOUTEE REGIONALE DE L'OPERATION PILOTE DE LA BAIE D'ITSANDRA**

La valeur ajoutée de l'expérience comorienne en matière d'opération pilote peut être située à deux niveaux :

- Sur le plan de la problématique GIZC : l'opération démontre que dans la GIZC, l'intégration des communautés côtières est plus qu'une nécessité. De cette intégration dépend la pérennisation de la dynamique de gestion intégrée des zones littorales. Cette intégration signifie une appropriation de cette dynamique par tous les acteurs concernés par les ressources de la zone côtière. Le pari actuel est que l'on puisse mettre ces différents acteurs autour d'une structure de concertation pour qu'un débat élargi, non seulement sur la gestion de la zone littorale, mais aussi sur le développement durable de la zone en général. Le Comité d'Action et de Concertation de la baie d'Itsandra est devenue officiellement une association. Il est en quelque sorte la préfiguration d'une instance régionale de discussion et de prise de décision sur le développement durable de la zone de la baie d'Itsandra. Cette dynamique peut offrir à la société civile une occasion de s'impliquer dans la gestion du

développement, dans le sens d'une meilleure intégration/implication dans le processus des institutions administratives et étatiques.

- Sur le plan théorique : il est possible de développer une dynamique patrimoniale et "la tradition" ne constitue pas forcément un obstacle au "développement". La tradition peut même être l'ancrage d'une nouvelle dynamique de développement. L'opération pilote d'Itsandra montre également l'importance et l'efficacité des structures de concertation dans la mise en oeuvre d'une dynamique patrimoniale. Cette efficacité s'était traduite sur la baie d'Itsandra par une (re)structuration sur le plan social et par une structuration de certains pôles d'activité économique. A noter encore l'importance de la démarche adoptée dans la mise en oeuvre de l'Opération Pilote : élaboration d'objectifs communs à très long terme pour dépasser les conflits du quotidien, valorisation des capacités et des initiatives locales, et valorisation d'une dynamique de concertation et de négociation. L'opération pilote révèle des aspects importants de la dynamique associative, ainsi que des traits significatifs des formes de gouvernance locale.

Les deux aspects qui viennent d'être soulignés revêtent une importance particulière pour l'ensemble du PRE-COI. Ils révèlent une dimension non seulement représentative, mais surtout significative de la GIZC, au delà des spécificités des situations nationales. L'implication de tous les acteurs concernés par la gestion des ressources littorales constitue également une porte d'entrée dans l'élaboration de Plans National et Régional de Développement Durable. C'est bien l'objet de l'atelier SEACAM (Secretariat for Eastern African Coastal Area Management) de Mars 1998. Le PRE-COI est loin d'être en retard : l'Opération Pilote de la Baie d'Itsandra, l'engagement des associations réunionnaises et mauriciennes, la dynamique de l'OP de Grand Anse aux Seychelles, et les expériences de gestion communautaire des ressources renouvelables qui ont cours à Madagascar, sont des signes des avancées significatives du PRE-COI .

Une dernière remarque s'impose : la dynamique qui s'est développée durant la mise en oeuvre de l'opération pilote de la baie d'Itsandra montre que des étapes précises ont été franchies. Il a été mentionné que le projet a tout d'abord abouti à un processus de **(re)constitution du tissu social** et commence actuellement à entrer dans une phase de **structuration des activités sectorielles** de production. Avec la transformation du Comité de Concertation et d'Action en association officielle, on voit se profiler à terme un processus de structuration politique, dans le sens de l'élaboration d'une politique locale de développement durable à caractère exemplaire et donc reproductible.

## 6. LA SUITE A DONNER AU CONTRAT ACTUEL DU CHEF DE PROJET

D'une manière générale, le chef de projet s'est bien acquitté des tâches qui lui ont été assignées. Après la constitution du Comité, les réunions hebdomadaires ont effectivement eu lieu. Les procès verbaux des réunions hebdomadaires, ainsi que les rapports mensuels sont là pour témoigner de la vitalité du projet durant ces six premiers mois. Dans ce contexte, il convient de souligner le rôle de **médiateur** que le chef de Projet a toujours occupé dans sa fonction d'**animateur**.

Les relations du chef de projet avec la CN ont été sans problème, d'autant plus qu'il a étroitement collaboré avec l'équipe technique.

Concernant le projet de ramassage des déchets ménagers, le processus a été ralenti du fait du retard de la livraison des poubelles (indisponibilité sur le marché). Une fois les poubelles livrées, le projet atteindra une certaine vitesse de croisière. Cela n'a pas empêché le développement du projet au delà de la gestion des ordures ménagères : la création du Groupement des pêcheurs de la baie d'Itsandra en est une illustration très significative. Il s'agit de l'élargissement de la dynamique sur le secteur d'activité de la pêche artisanale. La médiation environnementale menée par le chef de projet en est pour quelque chose.

Pour éviter l'essoufflement du projet, il faut aller dans le sens de la structuration des pôles d'activités potentiels. Ce qui signifie l'élargissement des démarches de concertation avec tous les opérateurs et acteurs présents sur la zone de la Baie d'Itsandra. L'objectif du Comité de Concertation et d'Action de la Baie d'Itsandra est aujourd'hui d'effectuer un suivi efficace de la gestion des ordures ménagères. L'élargissement du processus de concertation nécessite encore les compétences du chef de projet. Par ailleurs, il devra participer à la mise en place du système de collecte et d'exploitation des informations nécessaire pour le mise en place du SI. Il convient alors de prolonger son contrat pour au moins un trimestre, d'autant plus que la CN-COM a l'intention de lui proposer d'apporter également un appui à l'opération pilote de Mitsamiouli, du fait de son expérience dans l'opération le la Baie d'Itsandra.

## **CONTRIBUTION AU CADRAGE DE L'OPERATION PILOTE DE MITSAMIOULI**

La Coordination Comorienne a fait part à la mission Green d'évaluation de l'opération pilote de la Baie d'Itsandra de collaborer avec elle dans le cadrage de l'opération pilote de Mitsamiouli. Mitsamiouli se trouve au nord de la Grande Comore et constitue la deuxième agglomération après Moroni.

L'opération pilote de Mitsamiouli avait été proposée, en même temps que celle de la Baie d'Itsandra, lors de la première mission de cadrage de Mai 1997. La première mission de cadrage Green avait alors proposé sa mise en veille dans la mesure où le programme indicatif du 8ème FED avait prévu des actions similaires. Par ailleurs, l'évaluation à mi-parcours de Mai et Juin derniers avait relevé le manque d'utilité régionale de cette action locale.

La CN-COM avait alors entrepris une action de recentrage de l'opération pilote de Mitsamiouli, en organisant des séances de travail hebdomadaires avec les acteurs locaux de cette zone. Ces acteurs locaux étaient surtout les associations de jeunes. Les orientations retenues allèrent alors dans le sens de la "lutte contre l'érosion côtière et la valorisation touristique du littoral".

Entre temps, une étude portant sur l'état environnemental du littoral de Mitsamiouli avait été effectuée par Amina Soilih Zilé, consultante auprès de la CN-COM. Une autre étude sur le système foncier effectuée par des consultants locaux est par ailleurs en voie de réalisation.

Sur le terrain, la mission Green a pu constater une amélioration notable de l'assainissement du littoral. Les activités d'extraction de sable sur la plage de Mitsamiouli se sont réellement atténuées. Cette situation est due en grande partie aux activités de conscientisation et de suivi effectuées par les associations des jeunes.

### **1. LES ACTEURS LOCAUX POTENTIELS**

On peut énumérer trois types d'acteurs locaux : les associations, les agents et les institutions étatiques, et enfin les privés.

#### **1.1 Les associations**

Il existe un milieu associatif Ulanga dans l'ensemble de la ville. Les Ulanga sont encore jeunes mais paraissent très motivés pour protéger et aménager l'espace littoral de la ville. Il existe 4 principales associations, en majorité animées par des jeunes :

➤ **APPE (Association Pour la Protection de l'Environnement)**

Cette association rassemble des jeunes pour la protection "planète plage". Les membres travaillent en particulier dans le nettoyage et l'évacuation des ordures sur les plages afin de créer des activités touristiques génératrices d'emploi dans les quartiers. Malheureusement la problématique foncière constitue un obstacle.

➤ IDEP (Initiative pour le Développement de l'Emploi et du Partenariat)

Cette association créée par des jeunes de la ville, s'est fixée comme objectif d'aménager et de valoriser l'espace littoral afin de générer des emplois pour les jeunes. Elle possède un camion donné par le PNUD pour le ramassage des ordures en ville.

➤ ADCS (Association pour le Développement des Cultures et des Sciences)

C'est une association regroupant des classes d'âges différentes (jeunes et moins jeunes) et qui travaille également dans des opérations de nettoyage du littoral. Cette association a été partenaire de Peace Corps. Avec l'aide de la CFD, cette association avait construit des bacs dépotoirs sur la plage du centre ville.

➤ WEWOU de Memboiboini

Cette association a été créée par des jeunes de villages afin de protéger le site touristique et historique "du trou du prophète". L'association mène des actions de nettoyage dans l'ensemble du site. Ce dernier connaît aussi des problèmes fonciers.

Toutes ces associations sont pour la plupart animées par des jeunes qui sont motivés par la protection de l'environnement, l'aménagement des zones littorales, l'évacuation de déchets et la recherche d'emploi.

## 1.2 L'Etat

Il y a d'abord la préfecture qui, par manque de budget, ne peut pas faire grand chose. Il faut noter par ailleurs l'aspect inadapté des directives législatives. Au niveau de la préfecture, on attend les résultats des études concernant la restauration des communes. La préfecture essaye tant bien que mal de faciliter les actions du PRE-COI.

Il y a ensuite le Gouvernorat de Ngazidja. Ce dernier ne possède aucun projet dans le domaine de la protection du littoral.

## 1.3 Le Secteur Privé

Il s'agit des entrepreneurs établis en ville. Mais le plus important est l'hôtel Galawa. Les perspectives de collaboration entre l'hôtel et le projet demeurent encore floues malgré l'acuité de la problématique des ordures.

Il ne faut pas oublier que la population constitue en elle-même un acteur principal. Cependant, la relation entre la population générale et les associations des jeunes ne sont pas toujours évidentes. Quand on parle de population, il faut faire mention de la place et de l'influence des notables.

Comme dit précédemment, les jeunes reprochent aux notables leur attitude réservée. D'après eux, les notables refusent de valoriser les initiatives des jeunes à travers les associations, et ils pensent que c'est un conflit de génération.

## 2. LES CONDITIONS DE VIABILITE DE L'OPERATION PILOTE

Les conditions préalables au démarrage de l'Opération Pilote de Mitsamiouli ne sont pas encore tout à fait réunies. Un pas a cependant été franchi du fait que les quatre associations ont accepté de travailler ensemble dans cet objectif de protection et de valorisation de l'espace littoral. Pour cela, ils se sont mis d'accord sur les modalités de désignation d'un chef de projet. Mais la désignation d'un

chef de Projet ne doit pas faire oublier qu'il est encore plus important de parvenir à une priorisation des actions à entreprendre en engageant un processus qui implique tous les acteurs concernés.

## **2.1 La structuration des actions autour de l'objectif commun**

Il s'agit d'abord pour les quatre associations de se mettre d'accord sur les objectifs de protection et de valorisation de l'espace littoral à travers l'établissement d'une priorisation des actions à entreprendre. A partir de ce processus, chaque association devra se positionner par rapport à ses capacités afin de définir une approche et une démarche commune. Cette phase doit se traduire par un processus de négociation entre les quatre associations en vue de l'établissement d'un programme d'actions communes à proposer. Ce travail devra se faire avec la collaboration/médiation de la Coordination Nationale Comorienne, du Chef de Projet de l'opération d'Itsandra, et avec l'aide de l'équipe technique.

## **2.2 L'information/sensibilisation du public**

Par rapport aux acquis de l'opération pilote de la baie d'Itsandra, il s'avère que l'information/sensibilisation peut faciliter les échanges et les concertations avec la population (notables, femmes) en général, et les acteurs potentiels en particulier (privés, catégories socio-professionnelles et agents de l'administration). Il ne s'agit pas uniquement de transmettre des informations. Il s'agit surtout de les discuter et, en vue de connaître les opinions de ces futurs partenaires, faire en sorte que les actions et les thèmes proposées deviennent fédérateurs. Les réunions d'information pourront se faire de manière ouverte ou en fonction des groupes d'acteurs spécifiques. Cette phase est également dominée par une dynamique de négociation/concertation. Elle devra être menée en collaboration étroite avec le PRE-COI et le chef du projet pilote d'Itsandra.

## **2.3 Vers la constitution d'une structure de concertation**

L'expérience d'Itsandra montre qu'une démarche de négociation est utile dans la perspective de la constitution des structures de concertation. La redynamisation d'une société donnée dans la réalisation d'objectifs communs doit commencer par la (re)constitution du tissu social entamé par les contraintes du quotidien (conflits de générations). A Mitsamiouli, ce rapprochement des différentes catégories sociales est un impératif majeur. Ce projet ne pourra être opérationnel sans un rapprochement entre les notables et les jeunes. Il est alors important d'opérer un processus de rapprochement/réconciliation des différents acteurs concernés par le projet, ainsi qu'une conciliation des intérêts en construisant ensemble des objectifs communs. La constitution d'une structure de concertation devra être le résultat de cette démarche. C'est à partir de cette structure de concertation que sera mis en place l'instance qui va gérer le projet pilote.

## **2.4 La problématique du chef de projet**

La CN-COM et les représentants des associations de Mitsamiouli s'étaient mis d'accord sur le fait qu'il fallait procéder le plus rapidement possible à la nomination du chef de projet, dans la mesure où il devait participer à la mise en place du projet. Ce dernier devait en tous cas être originaire de Mitsamiouli même. L'expert du GREEN a ajouté qu'il fallait que ce chef de projet ait un bagage universitaire conséquent et une expérience professionnelle dans le domaine du développement et de l'environnement. Il fallait également qu'il ait des connaissances de la vie associative. Monsieur AHMED MOHAMED, nutritionniste de son état, a été pressenti parmi d'autres candidats pour occuper le poste de chef de projet. Néanmoins, si cette personne a bénéficié d'une formation à l'université SENGHOR d'Alexandrie, elle n'a pas la prestance d'un animateur. Il avait pourtant un atout/inconvénient d'être le fils d'un notable de Mitsamiouli.

C'est dans cette mesure qu'il est proposé de le recruter pour trois mois à mi-temps. Il travaillerait sous la supervision d'Aboubakar Boina, chef du projet pilote d'Itsandra, lequel lui ferait profiter de son expérience. L'appui à l'opération pilote de Mitsamiouli constitue une autre justification de la prolongation du contrat d'Aboubakar Boina : en plus de la consolidation de la dynamique actuelle de l'opération pilote d'Itsandra, il pourrait assister le nouveau chef de projet de Mitsamiouli dans la mise en place de l'opération pilote.

## **LES PERSPECTIVES DES OPERATIONS PILOTES AUX COMORES**

Il existe actuellement deux opérations pilotes sur la Grande Comore : celle d'Itsandra dans le Sud Ouest et celle de Mitsamiouli dans le Nord. La première concerne l'aménagement de la baie d'Itsandra et la seconde porte d'avantage sur une problématique de valorisation touristique d'un littoral dans le cadre d'un aménagement urbain. Si dans le cas d'Itsandra, on se situe dans une perspective à long terme de développement durable d'une zone côtière dans le cas de Mitsamiouli on se trouve d'avantage dans une perspective de participation de la société civile dans la gestion d'une ville. Ceci est d'autant plus intéressant que les Comores pensent actuellement à la restauration des communes. Ici on touche à nouveau à une valeur ajoutée régionale : l'opération pilote peut faire figure d'anticipation, aussi bien sur le plan national comorien que régional.

Une troisième opération pilote est en perspective dans le Sud de la Grande Comore : région de Fomboni. Il s'agit de la mise en place d'un parc marin pour protéger les Coelacanthes (Parc Gombessa). Une démarche de concertation en vue d'une gestion inter-villageoise est en cours. La mission GREEN a pu participer à une réunion avec des représentants d'une dizaine de villages intéressés par le projet de gestion du parc. Participaient à cette réunion, des jeunes et des notables et même un chef religieux. C'est donc un autre type d'opération pilote, impliquant toujours les communautés locales. Ce type d'opération pilote comporte encore une valeur ajoutée régionale dans le domaine de la préservation des ressources marines.

Une quatrième opération pilote est prévue sur l'île de Mohéli à Itsamia. Cette opération semble encore être en veilleuse. Mais déjà on peut considérer les Comores comme un laboratoire régional dans le domaine des opérations pilotes. Cela suppose qu'à terme, une personne ou une instance soient appelées à suivre toutes les opérations pilotes en cours et à venir aux Comores afin de capitaliser leur dimension régionale. Quoi qu'il en soit, une mission d'évaluation GREEN est à organiser d'ici trois mois en vue de faire le point sur l'évolution de la dynamique des opérations pilotes aux Comores.



## **Participants**

Mme Fatouma Ali Abdallah, Coordinatrice Nationale du PRE COI

Mme Isabelle Valade, Conseiller Techniques PRE COI

Mme Faouzia Abdoulhalik, Consultant du PRE COI

Mme Bicarima Ali, Consultant du PRE COI

Mr Razafindrabe Maminiara, Expert GREEN

Mr Aboubacar Boina, Expert GREEN

Mr Bacari Djambae dit Kadafi, représent IDEP

Mr Memou Rachid, representant WEWOU

Mr Ahamada Msaidie